

reconstituons UN QUÉBEC EN SANTÉ

reconstituons UN QUÉBEC PLUS

reconstituons UN QUÉBEC PLUS

Je vote

adqaction.com

**IDÉES**

Un Québec morcelé et mendiant

Page B 5

**PORTRAIT**

L'homme qui parlait aux aurores boréales

Page B 6

CAHIER **B**

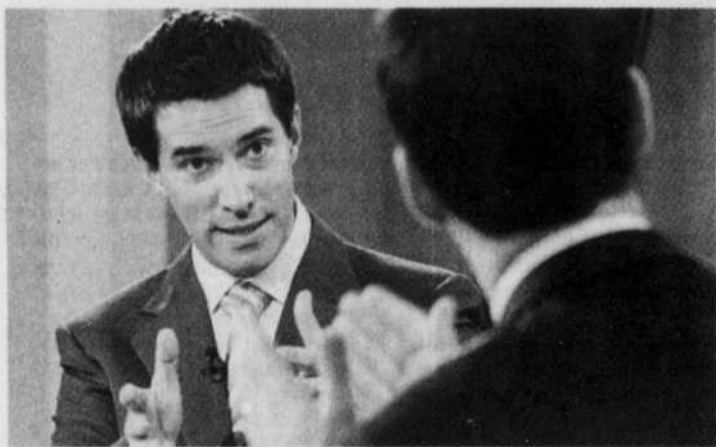
# PERSPECTIVES



Les chefs de parti ont pris la route le 21 février pour courtoiser les électeurs de toutes les régions du Québec. —> Dérapage: (in)divisibilité du territoire.



Les chefs se sont répandus sur toutes les tribunes pour y porter la bonne parole. —> Et des éminences grises sont intervenues.



Le 13 mars, ce fut le débat tant attendu. —> Puis un premier ministre s'en est mêlé avec son budget et ses déclarations. —> Reste à savoir qui gouvernera.

## Le réveil du RDQ



Michel David

**A** la veille du déclenchement des élections, Jean Charest avait confié dans les couloirs de l'Assemblée nationale: «En tout cas, ça ne sera pas une campagne classique.»

Il avait parfaitement raison. Pourtant, le premier ministre l'a entreprise comme s'il s'agissait d'une campagne classique. D'entrée de jeu, il a prétendu s'élever au-dessus de la mêlée alors que son bilan ne justifiait pas cette prétention.

Les mois précédents avaient été trompeurs. La multiplication d'annonces bien accueillies, au moment où même les péquistes n'arrivaient plus à cacher la déception que leur causait André Boisclair, a fait croire à M. Charest que les élections seraient presque une formalité.

Pourtant, sondage après sondage, le taux d'insatisfaction à l'endroit de son gouvernement ne diminuait pas. La population semblait se résigner à lui accorder un deuxième mandat simplement par défaut. La réalité a fini par le rattraper.

Encore jeudi, les urgentologues sont venus souligner que quatre années de gestion libérale n'ont rien changé à l'encombrement des salles d'urgence. Si les réalisations de son gouvernement n'étaient pas à la hauteur de ses engagements, di-

sait M. Charest en 2003, les Québécois sauraient quoi faire. Tout ce qu'il a trouvé à faire aux cours des dernières semaines a été de les réitérer. Recommencer aujourd'hui l'élection d'un gouvernement libéral majoritaire relève du sadisme.

Après avoir décidé de leur plan de campagne, les stratèges libéraux ont été incapables de le modifier pour contrer la vague de fond qui portait Mario Dumont. Ils n'avaient pas davantage prévu la résilience d'André Boisclair, qu'ils croyaient au plancher pour le compte avant même que la campagne ne commence.

M. Charest a conservé la même attitude passive au débat télévisé alors qu'une contre-attaque s'imposait de toute urgence. Depuis un mois, les journalistes qui couvrent sa tournée s'interrogent: où était passé le super *campaigner* dont tout le monde chantait les louanges?

C'est seulement au cours des derniers jours qu'il a semblé retrouver l'énergie de 2003, mais cela ressemblait à l'énergie du désespoir d'un homme qui tente de sauver sa tête. On dit parfois des choses un peu étranges dans le feu d'une campagne, mais son appel aux souverainistes était vraiment incongru.

Son lapsus de la veille sur sa certitude de «former un gouvernement mino...» avait révélé la modestie de son objectif, mais après la campagne qu'il a menée, M. Charest devrait s'estimer très chanceux d'y parvenir.

**La vague adéquist**

Une campagne qui tourne mal est un fait banal, même si Jean-Claude Labrecque a tiré un

excellent documentaire de la déconfiture de Bernard Landry en 2003. Ce qui s'est produit au cours du dernier mois semble beaucoup plus important. Lundi soir, le Québec pourrait non seulement se retrouver avec un gouvernement minoritaire pour la première fois depuis 1878 mais également subir une fracture inquiétante pour sa cohésion sociale et politique.

Il y a une vingtaine d'années, Jacques Parizeau parlait déjà d'*«un Québec cassé en deux»* pour illustrer le clivage grandissant entre riches et pauvres un peu partout au Québec. Cette fois-ci, la ligne de fracture est territoriale. D'un côté, Montréal, totalement insensible au populisme de l'ADQ; de l'autre, le RDQ, le reste du Québec, où le parti de Mario Dumont fait irruption un peu partout. A en croire la série de sondages réalisés pour le compte des journaux du groupe Gesca, la vague adéquist atteint maintenant la Rive-Sud, du côté de Chambly et de Boucherville.

Pourtant, en octobre dernier, l'ADQ stagnait encore à 12 % dans les sondages. Mario Dumont était lui-même tenu pour battu dans son comté de Rivière-du-Loup. On réfléchit aujourd'hui à ses chances de devenir premier ministre dans deux jours.

Selon lui, c'est l'arrivée de Gilles Taillon qui a modifié le cours des choses. Il est vrai que l'ancien président du Conseil du patronat a redonné une certaine crédibilité à l'ADQ, mais M. Dumont ne devra son succès à personne. Après la déconfiture de 2003, tous ceux qui avaient un peu de notoriété ou d'argent avaient déserté. Cette fois-ci, le programme n'a pas été le fruit de

compromis entre des éminences grises et M. Dumont a mené sa campagne à sa guise.

On a écrit qu'il ne «sent» pas Montréal. Erreur. Il connaît mieux la métropole que bien des Montréalais. Il y a étudié et vécu pendant des années, sur le Plateau et dans le quartier Ville-roy. Il a cependant constaté que cette ville était la chasse gardée du PLQ et du PQ. Il ne s'est pas fait le champion des régions par ignorance de la réalité urbaine mais par calcul politique.

**Bienvenue**

La soudaine irruption de l'ADQ est peut-être le symptôme d'un malaise, mais la thèse du ras-le-bol n'explique pas tout. Il y a bien des Montréalais qui sont désabusés de la politique et des politiciens. Il y a aussi de jeunes familles et des gens qui se demandent si la solution aux problèmes du réseau de la santé ne consisterait pas à ouvrir franchement la porte au secteur privé. Pourtant, ils ne semblent pas séduits par le message adéquist.

Certains semblent découvrir avec effroi qu'il existe un sentiment antimontréalais. Bienvenue sur le plancher des vaches. En réalité, il y a déjà longtemps que les ponts sont coupés entre la métropole et l'interland québécois, la capitale au premier chef.

Quand les habitants du RDQ entendent le maire Tremblay se plaindre que Montréal est la grande oubliée de la campagne électorale, ils n'en croient pas leurs oreilles. Pour eux, c'est la métropole qui vit aux crochets des régions et non l'inverse. On a caricaturé l'affaire d'Hérouxville, mais bien des proches banlieusards ne se reconnaissent pas davantage dans la mosaïque montréalaise.

VOIR PAGE B 2: RÉVEIL

**S'afficher adéquist est devenu un acte d'affirmation honorable dans le RDQ**

**Cours intensifs de langue**

Que ce soit en anglais ou en français, nos cours vous permettront d'acquérir les compétences linguistiques et communicatives nécessaires pour vos objectifs professionnels et personnels.

- ▶ Début des cours: avril 2007.
- ▶ Groupes restreints vous permettant de partager une expérience d'apprentissage unique avec des étudiants d'ici et d'ailleurs.
- ▶ Cinq niveaux (de débutant à avancé).
- ▶ Programmes menant au *Certificat de compétence* en anglais de McGill ou au *Certificat de compétence* en français de McGill.

Pour de plus amples renseignements:

[www.mcgill.ca/eflp](http://www.mcgill.ca/eflp)

Centre d'éducation permanente

Inscrivez-vous dès maintenant! (514) 398-1212 (programme d'anglais) | (514) 398-1202 (programme de français)

# PERSPECTIVES

Entretien avec Romano Prodi

## « Le plus important est de supprimer la règle de l'unanimité »

**V**ous souvenez-vous du 25 mars 1957? Que faisiez-vous ce jour-là, qu'avez-vous pensé de l'événement?

Je ne me souviens pas du jour lui-même, mais de ces années-là, oui. Dans mon école, où la moitié des élèves étaient des orphelins de guerre, nous avions une sensibilité particulière à la construction de l'Europe. Je me souviens que les enseignants nous préparaient en continu à cet événement. Dans les années précédant le traité, le programme prévoyait une matinée entièrement consacrée à l'Europe. Et puis, l'avenir de l'Italie et la modernisation de l'Europe ont toujours été étroitement liés. C'est précisément en 1957 qu'a commencé le boom économique italien. Cette corrélation entre Europe et développement est un des motifs pour lesquels, en Italie, malgré les crises et la secousse de l'euro, le sentiment européen est encore très fort.

**— Cinquante ans plus tard, la déclaration de Berlin s'annonce tiède et minimale. N'est-ce pas insuffisant pour relancer le processus européen?**

Elle est peut-être tiède, mais c'est le maximum qu'on pouvait dire dans la situation actuelle. Elle arrive à un moment particulier, où s'achève un travail de deuil. Ce qui a prévalu, c'est l'idée de clore une phase, d'en ouvrir une nouvelle, de poser des bases indiscutables pour créer les conditions d'un dialogue positif. Il fallait tenir compte de la forte tension politique existant sur ce sujet dans certains pays comme la Pologne et la République tchèque. Et, surtout, on ne pouvait rien faire de plus avant l'élection présidentielle française. La difficulté d'aboutir à une constitution attriste l'Européen convaincu que je suis, car des liens juridiques sont nécessaires pour vivre ensemble.

**— Êtes-vous favorable à l'adoption rapide d'un mini-traité institutionnel pour sortir de l'impasse politique, comme le veut M. Sarkozy?**

Par définition, je suis en désaccord avec le terme « mini ». Mais pourquoi pas un texte qui reprendrait la première partie de la Constitution en y ajoutant un chapitre social et qui serait allégé des considérations techniques et opérationnelles de la troisième partie? Pour moi, le plus important serait de supprimer la règle de l'unanimité ou de la réserver à des actes fondateurs comme l'acceptation de nouveaux États membres. Pour la plupart des décisions, il suffirait d'avoir une double majorité. Il n'y aura pas de progrès possible dans une Europe bloquée par des motifs de politique intérieure des divers pays. Comme président de la Commission, j'ai vécu cette tragédie de l'unanimité, voilà pourquoi j'insiste sur ce point.

**— Comment voyez-vous la nouvelle phase du processus européen: à 27 ou avec une avant-garde de quelques pays?**

Beaucoup parlent de l'avant-garde comme quelque chose de négatif. Or l'euro est le fruit d'une avant-garde, et personne n'a pensé que l'euro était contre l'Union. Il faut donc une avant-garde, à condition qu'elle ne signifie pas l'exclusion des autres membres mais que les portes leur restent ouvertes. La nécessité de l'avant-garde est fille des veto, qui n'ont conduit qu'à la paralysie. Le développement de l'Europe n'est pas un problème de nombre ou de taille des pays mais de motivation et d'histoire.

**— Dans la campagne française, François Bayrou et les socialistes ont évoqué la nécessité d'un nouveau référendum. Cela vous inquiète-t-il?**

Peut-être est-il juste de vouloir guérir la blessure du référendum par un autre référendum. Mais cela pourrait devenir risqué si on a la même interférence de la politique intérieure que la dernière fois. La consultation pourrait être utile si elle est bien préparée, si elle se concentre véritablement sur la question posée et surtout si elle survient dans une période politique apaisée.

**— En cas de nouvel échec, une avant-garde sans la France est-elle envisageable?**

En théorie, c'est possible. Il y a déjà eu des périodes de l'histoire de l'Europe sans la France. Un éloignement est envisageable ponctuellement. Mais quand je dis qu'il n'y a pas d'Europe sans la France, je me place sur le long terme. Le rôle de la France est unique, car on ne peut pas faire abstraction du fait que l'Europe est née de la réconciliation entre la France et l'Allemagne. De ce fait, elle a un rôle particulier, de grande responsabilité.

**— L'avenir de l'Europe vous inspire-t-il optimisme ou pessimisme?**

La Constitution européenne est l'unique grande innovation institutionnelle de l'histoire contemporaine. Elle est la seule à se faire dans une phase pacifique, non violente. Alors, soyons patients. Il nous a fallu 45 ans pour faire l'euro, acceptons l'idée de travailler encore quelques années pour avoir une politique étrangère.

L'essentiel, entre-temps, est de ne pas galvauder l'Europe, la banaliser ou la ridiculiser comme cela s'est fait au cours des dernières années par un jeu de dénigrement de l'institution de la part de certains politiques et de médias. Nous sommes encore loin d'une conscience européenne, c'est ce qui m'a le plus déçu à Bruxelles.

Propos recueillis par Jean-Jacques Bozonnet

Le Monde

## RÉVEIL

SUITE DE LA PAGE B 1

Jusqu'à présent, il semblait un peu honteux de voter ADQ. Plus maintenant. Le changement est survenu à la faveur du débat sur les accommodements raisonnables, quand Mario Dumont a déclaré que les Québécois ne devaient pas avoir peur d'imposer leurs valeurs. S'afficher adéquate est soudainement devenu un acte d'affirmation honorable dans le RDQ.

Certes, le chef de l'ADQ a mené une bonne campagne, mais il a profité de l'indulgence de ceux qui refusent qu'on flétrisse leur étendard. Ses candidats ont eu beau multiplier les conneries, on ne lui en a pas tenu rigueur. Dénoncer la faiblesse de son équipe est presque devenu un signe de mépris pour le «vrai monde».

### La question nationale

On ne peut pas reprocher grand-chose à André Boisclair depuis un mois. Plusieurs, dont je suis, s'interrogeaient sur sa capacité de résister au stress d'une campagne. Il a démontré qu'il a les nerfs solides. Sa performance au débat télévisé a été remarquable. Quels que soient les résultats de lundi, il a gagné le respect de tous.

Il n'en demeure pas moins que le PQ a choisi de se donner le chef le plus ostensiblement montréaillé depuis sa fondation précisément au moment où le RDQ décidait de s'affirmer devant la métropole. La bonne campagne nationale de M. Boisclair ne signifie pas nécessairement qu'il emportera l'adhésion dans les comtés. Mario Dumont l'a rappelé avec insistan-

ce hier: «Un vote pour le PQ est un vote pour André Boisclair.»

Le résultat est que le PQ a perdu son hégémonie traditionnelle sur le vote francophone. Peu importe qui sera appelé à former le gouvernement, le Québec s'installe pour une période indéterminée dans un ménage à trois.

Dans ce nouveau contexte, la capacité pour le PQ de tenir un référendum sur la souveraineté apparaît plus hypothétique que jamais. C'est même toute sa façon d'aborder la question nationale qui devra être revue.

M. Dumont a catégoriquement exclu de concourir à la tenue d'un référendum. Les militants péquistes accepteraient-ils d'ailleurs qu'un gouvernement Boisclair minoritaire fasse alliance avec le chef adéquate pour faire en sorte de limiter le pouvoir de dépenser du fédéral?

Rester dans l'opposition n'évitera pas au PQ un sérieux réexamen de son option. Dans un Québec fracturé, où l'allégeance des francophones serait désormais partagée entre deux partis aux visions inconciliables, quelles sont les chances que le PQ réussisse à retrouver une majorité dans un avenir prévisible sans renoncer au référendum? Mais quelle serait encore la raison d'être du PQ s'il devait y renoncer?

Jean Charest et André Boisclair jouent tous deux leur tête, mais les élections de lundi sont nettement plus cruciales pour l'avenir du PQ que pour celui du PLQ. Peu importe le scénario, Mario Dumont, lui, a déjà gagné.

mdavid@ledevoir.com



1957

Un Bruxellois est passé hier devant une photographie géante de la cérémonie de signature du Traité de Rome en 1957.

THIERRY ROGE REUTERS

## L'Europe a la cinquantaine triste

### Au moment de célébrer son 50<sup>e</sup> anniversaire, l'Union européenne est toujours en convalescence

CHRISTIAN RIOUX

**P**aris — Dans la vie d'une personne, cela s'appellerait des noces d'or et on les fêterait dans le faste et l'enthousiasme. Mais l'Union européenne est toujours en convalescence depuis son échec constitutionnel. Elle a donc préféré ne pas trop pavoiser. C'est donc avec sobriété qu'on fête aujourd'hui et demain les 50 ans de la création du Marché commun qui donna naissance à l'Union européenne, aujourd'hui formée de 27 États membres.

C'est en effet le 25 mars 1957 que fut signé le Traité de Rome fondant la Communauté économique européenne. L'Allemagne, la France, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas créaient alors un marché commun tout en définissant les bases d'une politique agricole commune. Le même jour, les pays signaient un traité de coopération sur l'énergie atomique. Quelques années après le traité de coopération sur l'acier et le charbon, ce geste créait une véritable union économique entre les six pays européens. Ces pays, qui étaient en guerre 12 ans plus tôt, choisissaient donc d'un commun accord de partager leur souveraineté.

### La fête à Berlin

Ce week-end, les célébrations se dérouleront dans toutes les capitales européennes. A Rome, chaque pays membre de l'Union a envoyé un «ambassadeur» au palais du Quirinal. Il s'agit en l'occurrence d'une œuvre d'art. L'exposition réunit notamment des chefs-d'œuvre de Dürer, de Rodin et du Titien.

Le hasard ayant bien fait les choses, c'est l'Allemagne qui préside actuellement l'Union. C'est donc à Berlin, lieu mythique de la chute du mur du même nom, que se réuniront dès aujourd'hui les chefs d'État et de gouvernement. Les festivités débuteront aujourd'hui par une «nuit européenne de la beauté» pendant laquelle tous les musées de la ville seront ouverts jusqu'à 2h du matin. Ils accueilleront des concerts et des spectacles d'artistes venus de l'Europe entière. Des sages musées, on passera ensuite à une «nuit européenne des discothèques» avec une centaine de DJ et une trentaine de groupes européens. Même Joe Cocker sera de la fête, qui se déroulera tard dans la nuit devant la porte de Brandebourg.

Avant de passer aux choses sérieuses, les 27 chefs d'État et de gouvernement auront droit demain à un concert du Philharmonique de Berlin, dirigé par le Britannique John Rattle. En effet, le clou de la journée sera l'adoption de la Déclaration de Berlin, un texte destiné à re-

donner confiance aux 450 millions d'Européens dans la construction de l'Union.

### Le doute

Les nombreux compromis auxquels a donné lieu la rédaction de cette déclaration sont une illustration, s'il en faut, de l'état dans lequel se trouve toujours l'Union européenne après l'échec, en mai 2005, des référendums français et néerlandais sur la Constitution. Comme le disait l'écrivain britannique Timothy Garton Ash, «rarement une entreprise aussi réussie aura été à ce point rongée par le doute».

Depuis un mois, chaque mot a été soigneusement soupesé afin de ne pas heurter les susceptibilités nationales tout en essayant quand même de livrer un message d'espoir. Ainsi le mot «constitution» a-t-il été abandonné. De nombreux membres, et notamment l'ancien président du Conseil européen Jacques Delors, estiment en effet qu'il ne faut pas commettre de nouveau l'erreur des référendums sur la Constitution. Mieux vaut donc parler d'une simple «réforme des institutions» et d'un traité plutôt que d'une constitution qui semble impliquer un degré d'intégration dont certains pays ne veulent pas.

On s'attend à ce qu'Angela Merkel — qui s'est donné jusqu'aux élections de 2009 pour sortir de la paralysie institutionnelle — tente de redonner confiance aux Européens dans leurs institutions. En effet, au-delà des difficultés de ces deux dernières années, l'Union a largement de quoi se réjouir.

Dans son allocution, la chancelière allemande rappellera que l'Europe a apporté «la paix et la sécurité» tout en favorisant la démocratie et l'État de droit. Qui se rappelle en effet que la moitié des pays membres de l'Union ont été, d'une façon ou d'une autre, des dictatures dans un passé pas si lointain? La chancelière devrait préciser que l'Union respecte «les particularités et les traditions» de chacun de ses membres. Parmi les défis auxquels l'Union fait face, elle mentionnera, pour le plus grand plaisir de la France, la «sauvegarde du modèle social européen [...], qui combine succès économiques et responsabilité sociale au profit de tous». Les réserves britanniques dans le débat qui a précédé l'élaboration du discours de la chancelière ne semblent pas avoir été suffisantes pour faire disparaître cette mention.

Même l'euro sera cité au rang des grandes réalisations de l'Union européenne. Celui-ci devrait être un sujet de

fierté, disait récemment le président de la Banque européenne, Jean-Claude Trichet. Cet euro tant critiqué à gauche comme à droite dans la campagne présidentielle française aurait, dit-il, créé des millions d'emplois. «On a créé plus de 12 millions d'emplois dans la zone euro pendant les huit ans d'existence de l'euro et on en avait créé moins de trois millions au cours des huit années précédentes.»

Alors que le candidat de l'UMP Nicolas Sarkozy et la socialiste Ségolène Royal dénoncent tous deux un euro fort qui nuit aux exportations françaises, l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors nous disait récemment que la France avait ni plus ni moins vécu aux crochets de la monnaie européenne ces dernières années. Sans l'euro, disait-il, la France aurait dû dévaluer sa monnaie à cause de ses déficits budgétaires, qui dépassent largement les critères du traité de Maastricht. Sans l'euro, «la France n'aurait pas pu prendre position sur l'Irak car les États-Unis auraient attaqué le franc», affirmait dans le quotidien *Les*

«Rarement une entreprise aussi réussie aura été à ce point rongée par le doute»

*Echos* Sylvie Goulard, présidente de la branche française du Mouvement européen, un mouvement qui soutient l'Europe fédérale.

### Vers une relance?

«L'Europe paraît débordée par les évolutions d'un monde qu'elle n'a pas pris à bras-le-corps», disait récemment le directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy. Le 25 mars sera-t-il le point de départ d'une relance de l'Europe? C'est bien le projet qu'on caresse à Berlin, où on rappelle que l'Union n'en est pas à sa première crise.

De 1980 à 1984, par exemple, les dix membres d'alors avaient connu une crise semblable. Toutes les propositions de la Commission n'étaient plus discutées au Conseil et les clivages entre les pays s'accroissaient. Il aura fallu que François Mitterrand propos un compromis au Conseil européen de Fontainebleau pour débloquer la situation. Suivirent des années pendant lesquelles l'Union européenne connut des succès surprenants.

Berlin sera-t-il le Fontainebleau de 2007? C'est bien ce que souhaiterait Angela Merkel. Mais il y a fort à parier qu'il faille attendre l'élection présidentielle française, dans un mois, pour véritablement aller de l'avant. Pour cela, écrivait hier Jacques Delors dans *Le Monde*, il faudra inventer un compromis entre les 20 pays qui soutiennent la Constitution et les deux pays qui ont dit non. «Or je ne vois pas encore l'étincelle du compromis», dit-il.

Faut-il y voir le symptôme d'une crise qui n'est pas terminée? Les fêtes du 50<sup>e</sup> anniversaire ont été annoncées en utilisant le logo créé par un étudiant polonais qui se lisait comme suit: «Togeth@ since 1957». Les mauvaises langues ont fait remarquer qu'il n'était peut-être pas perspicace de vanter la diversité européenne en utilisant un mot anglais. D'autres ont souligné que, de toute façon, les 27 n'étaient pas ensemble depuis 1957 mais depuis moins d'un an. Comme quoi l'Europe se cherche encore un langage commun.

Correspondant du Devoir à Paris



HANNIBAL HANSCHKE REUTERS

Berlin a tenu à souligner le 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome.

## PERSPECTIVES

Trois Québec en un  
Les Québécois entrent dans une ère  
de réaligement politique

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Peu importe les résultats des élections lundi, que seul un devin pourrait prédire, une chose est certaine: le Québec entre dans une ère de réaligement des forces politiques. Il reste à savoir si c'est le fait d'une conjoncture ponctuelle ou un retour du balancier par rapport aux 40 dernières années.

Lorsqu'on invite des intellectuels à déviser sur la nouvelle donne politique, qui sera consacrée lundi prochain, le spectre des élections des années 1970 ressort inévitablement. En l'espace de trois élections générales, on avait assisté à la disparition de l'Union nationale et à la naissance du Parti québécois.

C'est la première fois depuis la décennie 1970 qu'on voit l'électorat combiné des deux principaux partis chuter sous la barre des 80 %, note le politologue Richard Nadeau, de l'Université de Montréal. «On assiste à l'effritement du bipartisme rigide qui prévalait depuis le début des années 1980.»

L'Action démocratique du Québec (ADQ) s'abreuve aux mêmes sources que la défunte Union nationale: une dose de populisme, une autre de conservatisme, des assises en région et un discours autonomiste qui trouve écho chez ceux qui veulent affirmer l'identité québécoise sans être prêts à s'aventurer dans le chemin plus radical de la souveraineté.

Le parallèle n'est cependant pas parfait: alors qu'en 1970 la montée du PQ se faisait essentiellement au dépens de l'Union nationale, l'ADQ gruge aujourd'hui l'électorat des libéraux et du PQ. Le dernier sondage paru hier dans les quotidiens de Gesca montre en effet qu'après avoir fait mal dans un premier temps au PQ, la parti de Mario Dumont progresse maintenant clairement en allant puiser dans les talles libérales.

Le nouveau tripartisme qui vient d'apparaître peut-il perdurer? Une boule de cristal en vaut une autre. «Notre système électoral uninominal à un tour tend à engendrer le bipartisme», note M. Nadeau en s'appuyant sur les travaux de chercheurs en sciences politiques.

Cela dit, la configuration régionale des appuis des trois partis peut permettre qu'un tripartisme s'installe pendant un certain temps, nuance le politologue. «Il y a trois Québec dans un. Celui des libéraux, avec ses appuis concentrés dans l'ouest de Montréal, en Estrie et en Outaouais; celui du PQ, avec les comtés des couronnes métropolitaines, de l'est de Montréal et quelques-uns en région; et celui de l'ADQ, avec comme épicerie la capitale nationale, qui déborde vers Chaudière-Appalaches, la Mauricie et s'étendrait, selon certains, au-delà du Richelieu pour mordre jusque dans Lanaudière», fait observer M. Nadeau.

La concentration des appuis fait en sorte que chacun des trois partis peut aspirer à faire élire une bonne proportion de députés, nonobstant son résultat national.

## Un terrain en friche

Outre le mécontentement à l'égard du gouvernement libéral et les difficultés de leadership du PQ, la montée de l'ADQ s'appuie sur un électorat dont les idées étaient mises en sourdine par la polarisation du débat autour de la question nationale au cours des dernières décennies.

«Mario Dumont est venu réveiller un conservatisme latent, moins prononcé que dans l'ouest du pays toutefois», affirme le sociologue Jacques Beauchemin de l'UQAM.

Sa collègue Manon Tremblay, du département de sciences politiques de l'Université d'Ottawa, renchérit en disant que la présente campagne électorale sonne peut-être le glas du «mythe du Québec social-démocrate». «Il y a bien des gens qui ne sont pas sociaux-démocrates mais n'osaient pas le dire. [...] Mario Dumont a créé une légitimité dans l'espace politique québécois pour que s'expriment des idées de droite», pense Mme Tremblay.

Ces «conservateurs ordinaires» qui forment la

nouvelle base électorale de l'ADQ, les deux autres partis n'arriveront pas à les récupérer à court terme, pense M. Beauchemin. «Ce n'est pas en parlant du coffre à outils et du siège à l'ONU, à l'OMC ou à l'UNESCO que le PQ arrivera à faire vibrer la corde nationaliste de ces adhérents fraîchement convertis, pense-t-il.

Car au-delà de l'axe droite-gauche, de l'accent mis sur les choix individuels plutôt que collectifs, l'ADQ a réussi à faire vibrer la corde identitaire, ce qui était auparavant l'apanage du Parti québécois. «C'est un écho du pays réel. Les gens n'entendaient plus la résonance identitaire chez les libéraux, ni, jusqu'à un certain point, au PQ. Pour les libéraux, ce n'est pas étonnant, mais que le PQ ait perdu cette clientèle, c'est quand même incroyable», poursuit M. Beauchemin, qui croit que l'ADQ a réussi à récolter sans trop d'effort un sentiment invisible dans l'espace politique québécois.

Résidant du Plateau, Jacques Beauchemin observe que le discours péquiste s'adresse de plus en plus à cet électorat branché. «Le PQ est devenu très centré sur les préoccupations urbaines. [...] Il y a toutefois des gens qui veulent encore parler d'identité, d'histoire, de culture», déclare-t-il.

La polémique autour de l'accommodement raisonnable a réussi à l'ADQ à cristalliser le besoin d'affirmation identitaire. «C'est là que la magie a opéré. Cela a laissé des traces dans l'imaginaire», fait valoir M. Beauchemin, qui pense néanmoins que l'ADQ a fait le plein de cet électorat conservateur.

## Réaligement des partis

L'émergence du parti de Mario Dumont, qui vient de perdre son qualificatif de «tiers parti», forcera les deux autres formations à se réaligner sur l'échiquier politique.

«Les coalitions que sont les deux grands partis se sont effritées au niveau de leur frange», consta-

te M. Nadeau, qui croit que la durée de ce tripartisme dépendra de la capacité du PQ et des libéraux à se repositionner.

«S'il est vrai que l'ADQ a trouvé un meilleur point d'équilibre sur le rôle de l'État, la relation entre l'individu et l'État, la place du Québec dans le Canada, l'affirmation et la tolérance, sur la place de Montréal et des régions, il faut que chacun des deux partis parvienne à retrouver les points d'équilibre», affirme le politologue.

Si la déroute du Parti libéral semble plus marquée que celle du PQ, les observateurs de la scène politique pensent généralement que le PQ est davantage interpellé. «La situation est plus conjoncturelle pour le PLQ, à cause de l'impopularité du gouvernement», précise M. Nadeau.

De l'autre côté, cet ancien membre de l'entourage de Bernard Landry — qu'on voyait conseiller son chef dans le film *A hauteur d'homme* — n'hésite pas à qualifier de «chaotique» le parcours adopté par le Parti québécois depuis sa défaite en 2003. Son programme qui propose une démarche d'accession à la souveraineté rapide et tranchée et ses positions résolument social-démocrates ne correspondent peut-être pas à une frange de l'électorat, qui se reconnaissait davantage dans un PQ arc-en-ciel. Pour illustrer son propos, Richard Nadeau cite comme exemple un politicien comme l'ancien ministre de l'Agriculture Jean Garon, populiste et très rural, qui ne cadre plus tout à fait avec le nouveau PQ.

«Je ne vois pas une reconversion prochaine du discours péquiste pour aller chercher les adé- quistes. Je ne vois pas le PQ se tasser à droite. J'ai l'impression que l'ADQ est arrivée à se construire une base politique que personne ne va aller lui contester à court terme», conclut pour sa part Jacques Beauchemin.

Les jeux sont presque faits pour ces élections-ci. Il reste maintenant à voir ce qui sortira de la boîte à surprise lundi. Le terrain risque d'être par la suite très mouvant.

Le Devoir



Chaque samedi pendant la campagne électorale, *Le Devoir* a présenté les propos de trois observateurs chevronnés de la scène politique. Ils nous ont livré leurs idées et leurs impressions sur le déroulement de ce grand débat politique. Dernière partie de cette série.



Jean-François Lisée  
Auteur  
et analyste politique

## Derniers calculs

En fin de course, on doit se reporter à l'enjeu du début: est-ce que le gouvernement libéral sortant réussira comme tous ses prédécesseurs à avoir un second mandat, ou bien sera-t-il jugé suffisamment incompetent pour ne pas avoir ce second mandat? Ce sera la question principale de lundi.

Le grand pari de M. Charest était donc de faire oublier les premières années de son mandat, où il a été historiquement impopulaire, pour donner une image plus rassurante, en route vers un deuxième mandat. De toute évidence, un certain nombre d'éléments sont venus le hanter, même dans la dernière semaine.

Et pourtant, c'aurait dû être la semaine de M. Charest, avec ce budget dessiné pour lui par son ami M. Harper. Je pense que le budget lui était favorable, même si tout le monde a voulu en tirer le parti immédiatement. La décision d'annoncer une baisse d'impôt le lendemain a été vue comme une gaffe, et on le lui a reproché. Mais il demeure difficile de voir quel impact réel cela aura sur l'électorat.

Car il faut se poser cette question: à qui M. Charest s'adresse-t-il avec cette baisse d'impôt? Pas aux électeurs péquistes ou adéquistes, qui sont très fâchés de son gouvernement, mais bien à un certain nombre d'indécis de la classe moyenne qui n'ont pas encore fait leur choix et à qui il dit: avec moi, vous aurez une baisse d'impôt; avec les autres, non. Il n'est pas certain que ce soit un mauvais calcul, même si dans l'opinion générale ça paraît l'être.

Je fais la même remarque pour M. Harper. Il improvise rarement. Lorsqu'il se lève en chambre et dit, en français et de façon très délibérée, qu'il est «nécessaire» d'avoir un gouvernement fédéraliste, il aurait pu dire «préférable» et on n'en aurait pas parlé. Évidemment que cela suscite une réaction d'effroi unanime au Québec, c'est de l'ingérence. Mais encore là, à qui M. Harper parle-t-il? Aux indécis qui ne voudront peut-être pas rompre une «si belle relation». Ce n'est pas nécessairement un mauvais calcul.

Deux autres choses ont marqué la difficile semaine de M. Charest. D'abord, ce débat sur les urgences, où on a eu l'impression de se retrouver quatre ans en arrière... C'est dur pour M. Charest, ces critiques, ça invalide son discours sur le fait qu'il a livré la marchandise. Et puis il y a eu le retour des accommodements raisonnables, avec la cabane à sucre et le vote de femmes voilées. Les accommodements, c'est le thème de M. Dumont, pas des libéraux.

Alors voilà, nous sommes à trois jours des élections et on ne peut absolument pas prédire le vote. Il vaut mieux s'abstenir que de faire une prédiction qui vaudrait ce que Jojo Savard pourrait faire. Mais il faut noter que le vote libéral est toujours sous-estimé. On verra lundi. Je souhaite simplement qu'on n'ait pas une quasi-égalité entre les deux premiers partis, quelque chose qui empêcherait une bonne gouvernance. Autrement, les Québécois apprendront à vivre avec un gouvernement minoritaire.



John Parisella  
Professeur associé  
à l'université Concordia

## Le Québec fort

Au fil des ans, les Québécois ont toujours vu le gouvernement comme étant leur gouvernement national, leur première référence. Ce n'est pas par hasard qu'il n'y a jamais vraiment eu de gouvernement minoritaire ici. Les Québécois voient leurs intérêts d'un point de vue collectif. Pour eux, la trame de fond dans la gestion d'un gouvernement québécois, c'est la défense des intérêts du Québec. Qu'on soit souverainiste ou fédéraliste, c'est toujours le premier critère pour mesurer si un premier ministre défend bien les intérêts des Québécois.

Cette année, on ne voit pas de vague de fond qui emportera l'électorat vers un parti, et ce n'est pas une perspective rassurante. Quand on imagine la situation d'un gouvernement minoritaire qui irait défendre les intérêts de la province au Canada mais qui risquerait de tomber à son retour à Québec, on peut penser que la voix du Québec dans le reste du Canada serait affaiblie. C'est un élément dont on a peu discuté depuis le début de la campagne, peut-être parce qu'on est à un moment où on pense qu'un gouvernement minoritaire est vivable, avec l'exemple d'Ottawa. Je veux bien, mais c'est un reflet de la culture de la politique canadienne d'avoir un gouvernement minoritaire: au Canada, il y a toujours eu des courants conservateur, libéral ou social-démocrate. Pas au Québec.

Si le Québec veut conserver une position de force pour défendre ses intérêts,

ça nous prend un gouvernement majoritaire. La notion d'une voix forte a toujours été une constante dans l'histoire du Québec, et c'est par un gouvernement majoritaire qu'on peut obtenir cette voix. Au fond, lundi, nous aurons le choix entre le Québec fort ou un Québec affaibli. Et, à mon sens, c'est l'équipe libérale qui peut le mieux assurer ce Québec fort.

Le pire scénario, ce serait d'avoir un gouvernement péquiste minoritaire: cela nous mettrait dans une situation où nous aurions une division qui nous mettrait aussi en situation de faiblesse à l'extérieur du Québec. Je pense qu'il serait préférable d'avoir un gouvernement qui serait au moins prêt à travailler avec le reste du Canada, idéalement majoritaire, mais ce serait déjà un meilleur scénario d'avoir un gouvernement minoritaire qui voudrait faire fonctionner le système fédéral tout en défendant les intérêts du Québec plutôt que d'en avoir un qui voudrait sortir le Québec du Canada.

Ma plus grande surprise de la campagne a été la campagne de Mario Dumont. Il est parti à 15 %, il a eu beaucoup de problèmes et de critiques mais il n'a jamais perdu d'appuis. Il a su canaliser efficacement la colère des électeurs.

Côté déception, c'est vraiment la couverture médiatique. Nous avons eu une campagne d'actualité, où tout ce qui est périphérique et somme toute anecdotique a pris beaucoup de place. C'est dommage. Mais ça n'empêchera pas qu'on aura une soirée très intéressante, lundi...



Marie Grégoire  
Ancienne députée adéquiste  
du comté de Berthier

## De nouvelles couleurs

Quiconque se dirait aujourd'hui capable de prédire ce qui arrivera lundi jouerait l'apprenti sorcier. Il est impossible de le faire, et on ne peut rien anticiper de précis. On peut toutefois être sûr que l'ADQ fera des percées à des endroits où on ne l'attendait pas. Le sondage CROP d'hier tend à montrer que dans Marguerite-d'Youville, l'ADQ peut aller chercher environ 36 % des votes. C'est 20 % de plus qu'en 2003; on avait eu 16 %, la moyenne nationale. Même avec la marge d'erreur, ça demeure une différence majeure. Ce n'est qu'un sondage, mais il indique une tendance générale pour l'ADQ.

L'ADQ fera des gains à l'échelle du Québec, pas seulement en région. Je pense que pour faire un bon bilan de la campagne, il faudra analyser le pourcentage de votes pour l'ADQ davantage que le nombre de députés qu'elle fera élire: le système électoral crée de la distorsion, ce qui ne donne pas toujours un juste reflet de l'appui à un parti. C'est un système qui a ses limites. Alors, à partir de 20 % et de six députés, l'ADQ pourra considérer avoir fait des gains. Tout ce qui sera au-dessus sera un boni.

Beaucoup pensaient qu'il y aurait un retour de balancier des votes vers le PQ ou le PLQ vers la fin de la campagne. Ça ne semble pas être le cas. Je crois vraiment que les gens qui votent ADQ le font pour la formation et la plate-forme et que c'est ainsi qu'ils voteront lundi.

Dans l'ensemble, Mario Dumont a fait une très bonne campagne, qui s'est en

grande partie déroulée sur son terrain, et ce fut, je pense, la grande surprise de ces 33 jours. Il a été très «focus», très déterminé. Jean Charest a pour sa part commis l'erreur de tenir l'électorat pour acquis. Il s'est présenté comme étant le seul pouvant aspirer à la confiance des citoyens. Mais les gens se souviennent de son bilan...

On dit par ailleurs souvent que Jean Charest est un bon *campaigner*. Cette année, il m'a surtout semblé manquer d'énergie. Je comprends qu'il ait voulu donner cette impression de prestance d'un premier ministre, mais un premier ministre a quand même le droit d'être un peu dynamique! Il a manqué de présence dans cette bataille.

André Boisclair a mené une campagne correcte dans l'ensemble. Mais il a poussé la coche un peu loin en allant jusqu'à dire qu'il y aurait un référendum même avec un gouvernement minoritaire. Je trouve aussi épouvantable qu'il sorte des épouvantails comme l'histoire des «Dumont macoutes», cela m'a déçu de sa part. Son ton est devenu agressif vers la fin de la campagne.

Finalement, nous avons eu une campagne qui aura signifié la fin du bipartisme au Québec. Au lendemain des élections, les élus devront prendre acte qu'il y a une pluralité d'idées au Québec. Et une pluralité de partis, aussi: ce n'est plus seulement bleu ou rouge, de nouvelles couleurs arrivent.

# ÉDITORIAL

Le choix du Devoir

## Le Parti québécois

La campagne électorale qui prend fin, pour peu inspirante qu'elle ait été, aura permis de faire ressortir les forces et les faiblesses des trois partis de tête dans la course. Parmi ceux-ci, nous devons choisir celui qui sera le plus en mesure d'exercer le pouvoir et qui le fera de la façon la plus responsable possible. D'emblée, nous écartons l'Action démocratique. Ce parti n'est pas prêt. Restent le Parti québécois et le Parti libéral. Entre les deux, notre préférence va au premier.

Le premier ministre Jean Charest a ouvert cette campagne électorale en demandant aux Québécois de le reporter au pouvoir pour qu'il puisse mener son œuvre à terme. En un mot, il s'agit de continuité, ce qui signifie la poursuite de la réalisation des grands axes du programme présenté aux élections de 2003 avec l'équipe qui l'accompagne depuis, quelques personnalités de prestige en plus et d'autres en moins.

Le Parti québécois, pour sa part, s'est présenté en misant sur l'idée du renouveau: renouveau par rapport au gouvernement sortant et renouveau par rapport à l'«ancien» Parti québécois.

Le fardeau de la preuve, dans cette campagne, appartenait au Parti libéral. Son bilan s'est avéré à la fois sa force et son talon d'Achille. Ce premier mandat, les libéraux l'ont terminé sur une note positive. Il faut leur donner de bons points pour le contrôle exercé sur les finances publiques, le règlement du dossier de l'équité salariale et la mise en place du programme de congés parentaux. Il faut dire qu'ils ont bénéficié d'un climat économique favorable dans l'ensemble, et l'arrivée du Parti conservateur à la tête du gouvernement fédéral leur aura facilité la vie.

Côté négatif, leur gestion du système de soins de santé s'est révélée comme étant un boulet. En ce domaine, ils avaient beaucoup promis, beaucoup plus qu'ils ne pouvaient en faire, car les solutions miracle n'existent pas. Le ministre Philippe Couillard a bien travaillé, mais il n'a pas toujours eu l'appui qu'il aurait fallu de la part de son gouvernement. S'il est vrai que les pénuries de médecins et d'infirmières constituent un obstacle insurmontable à court terme, on aurait tout de même pu faire mieux en injectant les centaines de millions de dollars qui avaient été promises.

Le cas de l'hôpital Pierre-Boucher illustre bien cela. Quatre salles d'opération neuves viennent d'y être ajoutées, mais elles ne pourront pas être utilisées avant 2008, comme le révélait *Le Devoir* il y a deux semaines. La cause: le plan d'effectifs médicaux ne prévoit l'embauche d'aucun anesthésiste, non par manque de candidats mais par manque de budget. Lorsqu'on voit le premier ministre promettre en fin de campagne des baisses d'impôt de 700 millions en puisant dans les montants de péréquation supplémentaires reçus d'Ottawa, on ne peut que se demander pourquoi on n'a pas utilisé cet argent pour ouvrir ces salles d'opération. Ce choix ne peut que soulever des questions au sujet des véritables priorités du Parti libéral. Son programme, inspiré par le clientélisme électoral, est à tout pour tous. On n'y retrouve plus la vigueur qu'il avait en 2003.

En comparaison, le programme du Parti québécois peut être qualifié de volontariste. Cela s'incarne dans plusieurs éléments. Retenons-en deux. D'abord, la réussite en éducation, qui figure en tête de liste de ses priorités même si les Québécois, nous disent les maisons de sondage, veulent que leur gouvernement s'occupe d'abord de santé. Aller ainsi à contre-courant manifeste une volonté politique d'agir et une capacité à définir une vision d'avenir. Le développement économique, culturel et social passe par les écoles, les collèges et les universités. Le savoir est ce qui permettra de gagner la bataille de la compétitivité. C'est le choix qu'a fait l'Ontario ces dernières années.

Les politiques péquistes en environnement sont un autre exemple. Outre le fait d'établir des cibles précises de réduction des émissions de gaz à effet de serre, un gouvernement dirigé par André Boisclair chercherait à réduire la dépendance du Québec au pétrole, ce qui ouvre la voie à la recherche de nouvelles technologies vertes prometteuses et génératrices de développement économique.

Ce volontarisme est ce qui a caractérisé les gouvernements passés du Parti québécois et ce qui a permis au Québec de progresser. Rappelons que la paternité de l'une des réalisations dont s'enorgueillit le plus le gouvernement Charest, le programme de congés parentaux, appartient au PQ. D'ailleurs, tous les fondements de la politique familiale que défend aujourd'hui le Parti libéral ont été puisés dans les programmes péquistes.

L'accent mis sur le progrès social dans le programme du Parti québécois et cet engagement à faire avancer le Québec sont en définitive ce qui nous mène à favoriser l'élection d'un gouvernement dirigé par André Boisclair. L'équipe qui l'entoure comprend des gens d'expérience qui ont assumé d'importantes responsabilités ministérielles. Parmi ceux-ci, mentionnons Louise Harel, François Legault, Diane Lemieux et Agnès Maltais. De nouvelles figures se sont ajoutées, par exemple Pierre Curzi et Guy Lachapelle. Au total, la valeur de l'équipe péquiste se compare à celle du Parti libéral. Quant au chef, André Boisclair, il s'est révélé solide dans cette campagne et a levé plusieurs des doutes que son leadership avait pu susciter parmi les Québécois, y compris au sein de son propre parti.

Notre appui au Parti québécois doit toutefois s'accompagner de mises en garde. Une première a trait à la gestion des finances publiques. Le volontarisme qu'on apprécie chez les gouvernements péquistes comporte son lot d'effets pervers. Les dérapages financiers en font partie. Ce n'est pas un hasard si le Québec consacre autant d'argent à certains services comparativement à ses voisins, dont le service de la dette, et pas assez à d'autres.

André Boisclair a pris des engagements formels. Il promet une reddition de comptes annuelle, tout particulièrement en ce qui concerne le respect d'un «cadre financier clair, précis, réaliste et transparent». Qu'il sache que s'il est élu, les Québécois ne lui permettront pas de se soustraire à cette promesse.

Notre deuxième mise en garde a trait à la volonté clairement affirmée du Parti québécois de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec. La transparence d'André Boisclair est appréciée. Personne ne pourra lui reprocher d'avoir caché son jeu, le cas échéant. S'il est appelé à former le prochain gouvernement lundi soir, il devra toutefois se demander s'il a la légitimité requise pour engager de nouveau un tel exercice. Ces élections se gagneront à la marge, nous indiquent les sondages d'opinion publique. Quel qu'il soit, le prochain gouvernement ne pourra pas se lancer dans n'importe quelle aventure, y compris dans l'aventure référendaire. Après une campagne éprouvante, le Québec aura d'abord besoin de refaire ses forces et son unité. L'indépendance, ne l'oublions pas, n'est pas une question de temps mais de volonté collective. Ce projet, s'il se réalise, doit être celui d'une forte majorité de Québécois.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIÈRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

### Eau Secours! n'appuie aucun parti

Nous avons pris connaissance de l'article du 22 mars sur le site Internet du *Devoir* affirmant qu'Eau Secours! appuyait le Parti vert. Or Eau Secours! n'appuie aucun parti politique.

En effet, des députés et une vingtaine d'autres candidats aux élections du 26 mars ont compris, à l'invitation de la Coalition Eau Secours!, que l'eau doit dépasser les frontières des partis politiques. La Coalition a fait parvenir une lettre à près de 600 candidats, pas aux partis politiques. Nous leur demandions de faire preuve de courage, c'est-à-dire de s'afficher personnellement en faveur des quatre priorités que la Coalition Eau Secours! met en avant.

Pour nous assurer de leur intention, nous leur avons demandé de signer un formulaire à cette fin et un projet de communiqué de presse qui disait qu'ils nous appuyaient et non l'inverse.

Le programme des «Députés de l'eau» est tout simplement un outil d'information disponible aux citoyens pour qu'ils se fassent une idée sur les candidats de leur circonscription qui aspirent à la plus haute fonction de noblesse de notre société: représenter les sans-voix, les démunis et les gens qui n'ont pas accès direct à de l'eau potable, comme dans plusieurs villages de la Côte-Nord.

Le *Devoir* nous a fait faux bond. Il a tiré que

nous appuyons un candidat alors que nous avons en main le formulaire qui nous dit que c'est le candidat qui nous appuie. Il s'agit d'une erreur qui nous élabousse.

**André Bouthillier**  
Président de la Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau - Eau Secours!  
Le 23 mars 2007

### La femme qui dérange

Pour certains, ce sont les jambes ou les bras nus de la femme qui dérangent. Pour d'autres, c'est son cou ou ses cheveux découverts. Mais nombreux sont ceux qui n'acceptent pas que la femme soit tout simplement l'égale de l'homme. Ça les dérange.

La nomination de deux hommes comme coprésidents de la Commission sur les accommodements raisonnables en est un exemple patent. Certains ont même osé dire que si on ajoutait d'autres commissaires, cela perturberait tellement les travaux de la commission qu'on devrait en prolonger la durée pendant au moins une année supplémentaire. Ça suffit, les arguments fallacieux, les prétextes qui ne visent qu'à confiner la femme dans des rôles subalternes!

Conscient de la tournure que prend le débat à l'heure actuelle, notre premier ministre doit nommer à la direction de cette commission une femme «égale» aux deux coprésidents déjà désignés.

Albert Camus ne disait-il pas que l'égalité

théorique recouvre souvent de grandes inégalités de fait? A nous d'ouvrir les yeux et de dénoncer la pensée de ces traditionalistes qui croient que les femmes peuvent jouer uniquement les seconds violons.

**Jacques Gagné**  
Repentigny, le 20 mars 2007

### Pour une poignée de dollars

Un acte de grossière indécence: voilà comment je comprends l'intervention du gouvernement fédéral dans la campagne électorale au Québec. Le budget déposé par le gouvernement Harper à six jours des élections est un scandale à plus d'un égard, mais le plus grave, c'est que le fédéral semble oublier que cet argent dont il se montre tout à coup bien prodigue ne tombe pas du ciel: il sort des poches des contribuables québécois. Et, comme si cela ne suffisait pas, il faudra que le gouvernement du Québec demande la permission quant à la façon de dépenser cette aumône dans un secteur de compétence exclusive. Après avoir enfermé la nation québécoise dans le Canada «uni», Stephen Harper lui jette un bonbon, et ce, juste au moment où cette nation s'appête à faire un choix crucial pour son avenir. Cette ingérence n'est pas seulement inélégante, cynique et dépourvue de noblesse d'esprit et de cœur, elle est franchement grossière. Et il faudrait dire merci? Expliquez-moi ça!

**Richard Weibrenner**  
Sutton, le 20 mars 2007

REVUE DE PRESSE

## Cible budgétaire

Manon Cornellier

Le chef libéral Jean Charest n'avait pas assez à faire pour contrer le mécontentement de bien des Québécois que voilà qu'il fait face à la grogne de bien des Canadiens anglais à la suite de sa décision de réduire les impôts avec les fonds supplémentaires obtenus pour la péréquation. Comme l'écrivait ma collègue Hélène Buzzetti hier, ce choix remet le Québec dans la mire, pas seulement des commentateurs et éditorialistes, mais aussi des simples citoyens, qui ont manifesté leur frustration sur les tribunes téléphoniques et dans les courriers des lecteurs.

Ce n'était pourtant pas le cas mardi, même si le Québec avait reçu la veille la part du lion de l'augmentation des transferts fédéraux pour les deux prochaines années. Les critiques du Canada anglais visaient le gouvernement Harper. Il n'y avait qu'en Colombie-Britannique qu'on se plaignait du traitement accordé au Québec.

Budget libéral, dépensier, opportuniste mais efficace électoralement parlant, ont souligné les uns. Exercice empreint de mépris pour les provinces moins riches, non seulement en argent, mais en votes, ont ajouté les autres. «M. Harper a un ordre du jour: se faire réélire avec une majorité», écrit Jeffrey Simpson dans le *Globe and Mail*. Et pour y parvenir, il a présenté un budget qui, à la surprise de personne, favorise le Québec, «là où les conservateurs veulent faire des gains pour s'assurer une majorité et où le premier ministre libéral Jean Charest est lui-même en difficulté». Un budget traditionnel, ajoute-t-il, qui aurait pu être écrit par un libéral. Son collègue, John Ibbotson, ironise en disant que les libéraux devraient poursuivre les conservateurs pour vol d'identité.

Nombre de chroniqueurs de la chaîne Sun-Media reprennent le thème du budget à saveur libérale. Lorrie Goldstein dit même avoir découvert le vrai «programme caché» de Stephen Harper: il est libéral. Le *Calgary Herald* lui fait écho en éditorial, tout comme le *National Post* et le *Ottawa Citizen*. Ce dernier cepen-

dant estime nécessaire d'aider Jean Charest pour l'avenir de la fédération.

Dans les provinces atlantiques, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, on conclut que les conservateurs se fichent de perdre quelques votes dans leurs régions s'ils peuvent en gagner davantage en Ontario et au Québec. «Étant donné les réactions à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan, les conservateurs doivent croire pouvoir se passer de ces sièges comparativement aux gains possibles au Canada central», résume Marilla Stephenson, dans le *Halifax Chronicle-Herald*. Elle ajoute le lendemain que les provinces moins riches comptent simplement moins que les autres, le Québec étant l'exception à cause de son nombre important de députés. Le *Leader-Post*, de Regina, fait le même calcul et conclut que, «comparés à ce gros lot, les 12 sièges conservateurs en Saskatchewan ne pèsent pas lourd». Sur la côte ouest, le *Vancouver Sun* avertit en éditorial que, malgré la carte ou remise au Québec, «il y a assez de perdants ailleurs au Canada pour jeter une ombre sur les gains à faire [pour les conservateurs] dans la Belle Province».

Le vent tourne

Mais mercredi matin, le *Globe and Mail* titre à la une: «Les 700 millions d'Ottawa financent une réduction d'impôt au Québec». Le *Globe* ironise en éditorial au sujet de cet «ami dans le soin». La décision de Jean Charest provoque l'indignation dans les provinces qui ne reçoivent pas de péréquation, c'est-à-dire l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique. La colère se fait sentir dès jeudi dans les journaux et les tribunes radiophoniques.

Mardi, Don Martin, de CanWest, dénonçait l'opportunisme électoral de Harper qui favorise l'Ontario et le Québec au détriment des autres provinces, en particulier celles traditionnellement conservatrices. Jeudi, il explose. La péréquation, dit-il, «n'est pas une subvention nationale aux premiers ministres des provinces moins

riches afin de leur permettre d'acheter des votes cruciaux au moyen d'un électoralisme crasse». Il rappelle que le Québec est la province la plus endettée, mais aussi celle qui offre des services qu'aucune autre province n'ose s'offrir, comme les garderies à 7 \$ ou le gel des droits de scolarité.

Pourtant, leurs citoyens financent les programmes québécois à travers les paiements de péréquation et les transferts, dit-il. Il note que la décision de Charest risque de ressusciter le «Québec bashing».

Un lecteur ontarien du *Toronto Star*, qui se dit prêt à partager la richesse à travers ses taxes, s'indigne que celles-ci servent à main-

tenir le haut niveau de dépenses et la faible productivité du Québec. Un autre se demande si les autres provinces ne devraient pas menacer de se séparer pour obtenir une plus grosse part du gâteau. Dans le *National Post*, une lectrice de la Colombie-Britannique souhaite que le reste du pays cesse de payer «pour que le Québec reste dans le Canada».

James Travers, du *Toronto Star*, note qu'une possible formule gagnante pour Jean Charest et Stephen Harper s'est transformée en recette parfaite pour renforcer les stéréotypes. Selon lui, le geste de Charest pourrait nuire à Harper, rendant plus difficile la défense de sa solution au déséquilibre fiscal dans le reste du pays.

Un lecteur du *Halifax Daily News* s'en prend d'ailleurs aux conservateurs, qu'il accuse de faire pire que les libéraux avec le programme des commandites. «Il s'agissait de quelques libéraux acheminant des fonds publics vers le Québec pour influencer les électeurs. Ce budget n'est différent qu'à un égard. Il déverse des centaines de millions de plus sur le Québec. On tente de façon éhontée d'acheter les électeurs québécois. Je n'arrive pas à comprendre que le scandale des commandites ait pu provoquer la défaite des libéraux alors que le geste des conservateurs est décrit comme stratégique et brillant», écrit Dan Calda. Aie!

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

## Le soir du 26: un Québec morcelé et mendiant

CLAUDE BARITEAU  
Anthropologue

**L**es élections seront historiques. Le 26 au soir, le Québec sera morcelé à un point tel qu'il deviendra difficile, à court terme, de le penser à partir de points communs et d'idées partagées. Les pourcentages d'appui que reçoivent les cinq partis en lice annoncent un morcellement sans précédent. Trois partis (Parti libéral du Québec, Parti québécois et Action démocratique du Québec) obtiennent chacun environ 30 % des futurs votes, les deux autres (Québec solidaire et Parti vert) se divisant le reste.

Derrière ce morcellement, des fissures de tout genre ressortiront, témoins autant de l'absence d'une vision émanant du peuple québécois que de l'omniprésence d'une vue du Québec à l'intérieur des paramètres définis par le Canada. Oui, ces élections seront historiques. Elles annoncent la fin d'une approche, celle de la génération de la Révolution tranquille. Pour l'après, elle fera voir un grand vide, ce qui permet de penser que ce vide pourrait être l'amorce de quelque chose d'autre. Voyons d'abord les fissures.

## Des générations disloquées

Quiconque écoute les chefs des partis politiques ne peut que constater que le PLQ annonce une canalisation d'argent en direction des personnes âgées, le PQ, en direction des étudiants de niveau postsecondaire, l'ADQ, en direction des enfants en bas âge, alors que QS entend aider les trois groupes en ciblant les plus démunis. Tout ça, au fond, conduit à réorienter les revenus de l'État du Québec vers des clientèles précises sans véritable plan d'ensemble.

En fait, tout ce qu'on a comme plan, ce sont des frais à la hausse pour les mieux nantis chez QS, des baisses pour ces derniers au PLQ et des hausses pour les étudiants en plus de compressions dans des programmes sociaux chez l'ADQ. Quant au PQ, il entend surtout tirer ses revenus de la correction du déséquilibre fiscal.

En termes clairs, cela veut dire que ce qui ira dans certaines poches sera pris dans d'autres. Et comme on annonce qu'on fera ainsi, les électeurs voteront en fonction de ce qu'ils recevront ou perdront. L'intérêt collectif deviendra la somme des intérêts de groupes cibles définis en termes de génération. Il y aura donc des conflits révélateurs d'un refus de se penser comme collectivité et de viser, par le débat, un accord intergénérationnel.

## Des zones déconnectées

La deuxième fissure proviendra des couleurs politiques du territoire du Québec. Celles de QS et du PV demeureront cachées même si elles sont d'avantage présentes à Montréal et dans les villes ayant une base industrielle ou de services, la base industrielle étant plus QS, l'autre PV.

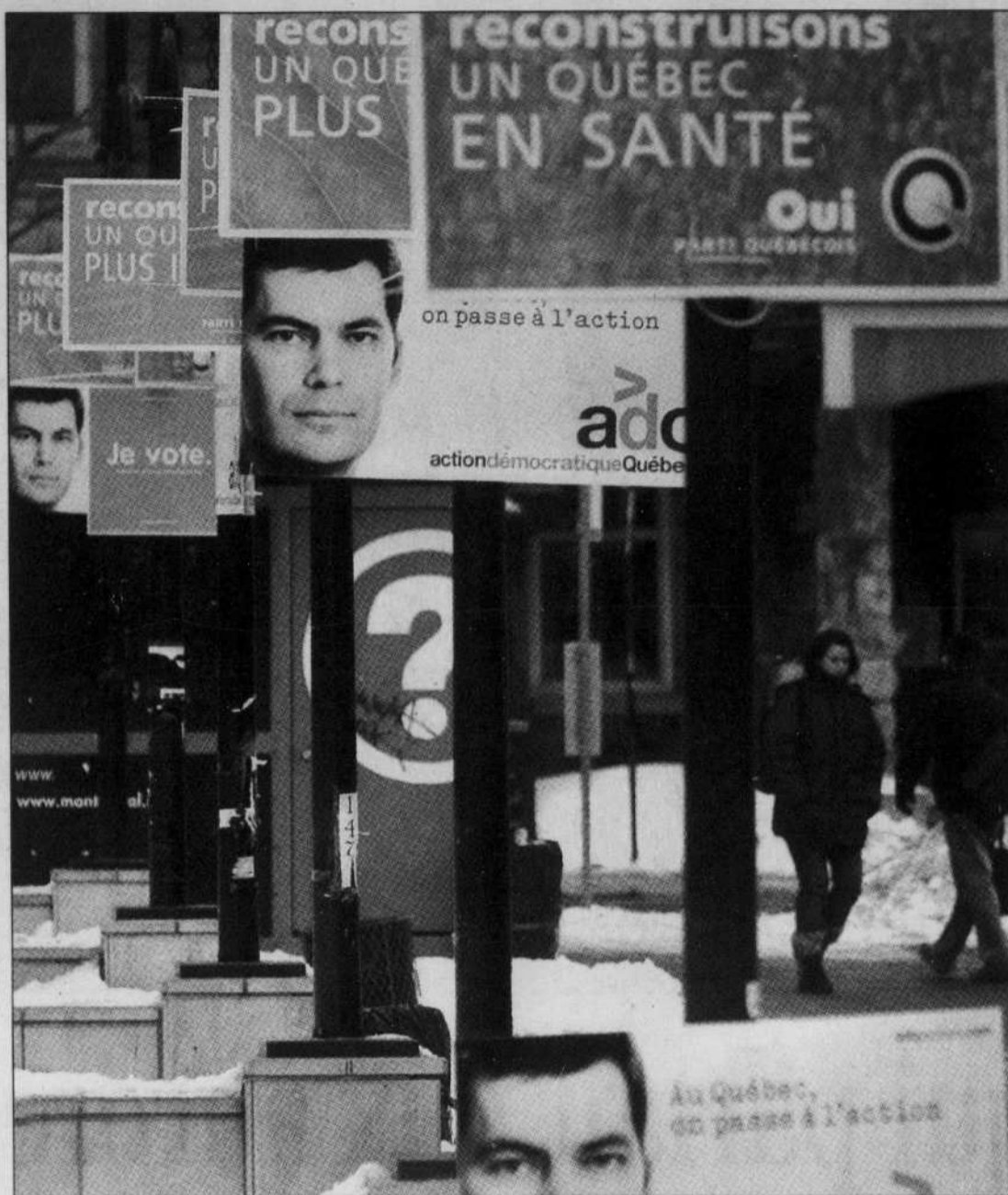
Les trois autres partis révéleront la fissure. Le PLQ se fera voir à l'ouest du boulevard Saint-Laurent, dans les régions où se sont concentrés les Québécois ayant un penchant canadien et désireux d'ériger des murs de protection pour faire valoir des cultures différentes et la langue anglaise au Québec. À l'est de ce boulevard, le PQ sera présent mais, dans les périphéries du nord et du sud, on verra des mélanges, car l'ADQ s'y manifestera plus que d'habitude. Les couleurs de l'ADQ seront par contre très visibles dans les régions de Québec, de Chaudière-Appalaches et du Bas-Saint-Laurent.

Devant ces colorations, les nuances s'affaibliront de telle sorte que plusieurs distingueront un clivage montréalais sur une base linguistique et un clivage hors Montréal sur une base culturelle au sein des Québécois apparemment qualifiés de souche. Tout ça témoignera d'un désir de ne pas être autre chose que des identités distinctes.

Quant on en est rendu là, on est loin d'un «vivre ensemble» affirmé politiquement. On est dans l'enfermement culturel qui ouvre la voie à l'affirmation canadienne. La résultante: la vie québécoise est en dehors de la vie politique d'un pays.

## Une économie de tensions

Derrière les programmes des partis, il y a des ali-



Une fissure proviendra des couleurs politiques du territoire du Québec.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

gnements économiques. Le PQ a son modèle, qu'il veut à peine retoucher. L'État demeurera, et l'influence syndicale aussi. Le PV fait dans l'économie sociale avec des entrepreneurs locaux. QS veut tirer profit des multinationales, ce que n'ose pas faire le PLQ. Quant à l'ADQ, son choix est la PME, l'abaissement des forces syndicales et le dégonflement de l'État.

En somme, tout est là, mais le tout prend des airs de clivage entre des morceaux d'un puzzle sans image à reproduire. Aux gros morceaux, le PQ veut opposer de gros morceaux d'État et boucher les trous avec les petits et les moyens morceaux; QS entend les si-phonner et le PLQ, les protéger. Les deux autres partis font dans le petit et le moyen, le PV misant sur du collectif localisé, l'ADQ sur l'entrepreneuriat en région, collectif ou individuel.

Dans ce Québec, on est loin de Québec inc. et plus loin encore d'une vision de l'économie du Québec. On est ailleurs. Dans un garage dont les mécaniciens semblent formés à bricoler avec de vieux outils d'hier sur des autos abandonnées sur la route, incapables de penser en dehors de ces limites car non formés pour penser autrement.

## Un avenir sans avenir

Derrière ces fissures, c'est un Québec d'avenir sans avenir qui ressort. Un Québec divisé en trois axes politiques équivalents en soutien populaire, mais sans avenir pour chacun d'eux. QS et le PQ pensent indépendance, mais dans le futur, aucunement dans le présent, alors que les Québécois sondés en veulent un à 45 % autrement que par référendum.

Le PLQ, bras droit du Canada centralisateur

modèle PLC, PC ou NP, voit l'avenir du Québec dans le pays qui lui pompe l'air et lui en retourne à ses conditions et selon ses priorités. Quant à l'ADQ, l'autonomie des années 1950 ou celle promise en 1867 lui suffit pour agir, ce qui semble satisfaire aussi le PV. Ces deux partis, comme des enfants, pensent pouvoir se construire des châteaux en jouant dans un carré de sable dégarni.

Tout ça est dramatique, car l'avenir sera construit sur la base du parti ou des partis qui deviendront des maîtres quêtesurs. Au lendemain du 26, l'art de la quête redeviendra le cœur de l'activité politique québécoise, comme il l'est déjà. Si s'incrusterait toutefois plus qu'avant et celui qui donne des sous, qu'il soit généreux ou circonspect, sera encore et toujours l'habile constructeur bien payé de cette province sans bon sens.

Tout ça est dramatique, car l'avenir sera construit sur la base du parti ou des partis qui deviendront des maîtres quêtesurs

Tout ça va se retrouver pêle-mêle à l'Assemblée nationale. Cet état, typique des transitions, devrait durer deux ans, peut-être plus, peut-être moins, et faire la démonstration que quêter indigné, non pas les Canadiens, car ça les sert, mais des Québécois, de toutes origines confondues, si tant est que l'honneur et la dignité demeurent une valeur partagée.

Si c'est le cas, ces Québécois pousseront à la roue et trouveront l'argent qu'il faut pour rejeter cette gouvernance qui nourrit toujours des intermédiaires téteux mais empêche de faire le pays du Québec. Si ce rejet ne conduit pas à décider, lors des prochaines élections, de faire ce pays, la mendicité et le morcellement demeureront.

Comme membre de ce peuple, je vais tout faire pour qu'on ne soit plus des mendiants.

## Le vote à deux piastres

MICHEL GOUDREAU  
Pointe-à-la-Croix, Gaspésie

**S**aviez-vous que le vote de chaque électeur inscrit au Québec vaudra 2 \$ aux partis politiques au cours d'un mandat de quatre ans? Si vous votez pour un parti, votre vote vaudra même davantage, car les «deux piastres» de ceux qui n'iront pas voter s'ajouteront aux «deux piastres» de ceux qui ont voté, selon la proportion des votes obtenus par chacun des partis.

D'abord, il faut savoir que ces «deux piastres» proviennent de vos taxes et impôts et sont versées en vertu de la Loi électorale sous forme d'allocations aux partis politiques. L'an dernier, toutes ces «deux piastres» ont rapporté 2 745 275 \$ aux partis politiques et plus de 97 % de cette somme est allée aux trois grands partis (PLQ, PQ et ADQ) en fonction des votes qu'ils ont obtenus. Quand on sait que moins de 5 % de la population contribue aux partis politiques, le financement à même nos impôts devient très important.

Si on tient compte du fait que trois électeurs sur 10 n'ont pas voté en 2003, cela signifie que 97 % de toutes ces «deux piastres» des gens qui n'ont pas voté lors des dernières élections ont été redistribuées aux trois grands partis, ce qui a fait grimper leur allocation de 2 \$ à 2,60 \$ par vote obtenu.

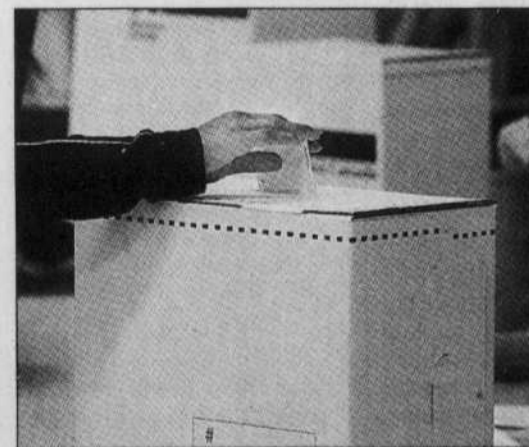
## Si jeunesse savait...

Chez les jeunes électeurs, la situation est pire encore. Selon une étude réalisée au niveau fédéral en 2004, 57 % des jeunes Québécois de 18 à 24 ans n'avaient pas exercé leur droit de vote. Ce faisant, ils se «tirent dans le pied».

Premier exemple: deux partis politiques (le PLQ et l'ADQ) qui ont reçu 64,3 % des votes aux élections de 2003 veulent augmenter les droits de scolarité s'ils sont élus, et ce, au grand dam des étudiants. Les jeunes qui n'ont pas voté aux élections de 2003 ont financé malgré eux ces deux partis à raison de la proportion des votes qu'ils ont obtenus, soit 64,3 % de leurs «deux piastres». En ne votant pas, ces jeunes maintiennent au pouvoir des partis politiques dont ils désavouent les politiques mais, pis encore, ils contribuent à leur financement. Pas très brillant!

Deuxième exemple: plusieurs électeurs (et je suis de ceux-ci) pensent que les trois principaux partis qui ont récolté 97 % du vote aux dernières élections sont tous devenus «conservateurs» ou de centre-droite. Une bonne part de ces électeurs voudraient appuyer un petit parti alternatif, comme Québec Solidaire ou le Parti vert, mais ils pensent que leur vote n'aura aucun effet et qu'il est «perdu» s'ils votent pour eux. Si seulement ils savaient...

Combien savent qu'en ne votant pas leurs «deux piastres» iront à 97 % à des partis dont ils ne veulent



Ceux qui ne votent pas se tirent dans le pied.

pas? Combien savent qu'avec 30 % des électeurs inscrits qui ne votent pas, il faut plutôt parler de deux piastres et soixante (2,60 \$) qui iront à ces partis qu'on voudrait bien remplacer.

C'est pourquoi à ces élections-ci mon vote et mes 2,60 \$ iront à un des deux seuls partis alternatifs sérieux que nous ayons au Québec: Québec solidaire ou le Parti vert.



Denise Bombardier

## Un geste lourd de sens

**J**e me souviendrai toujours de l'émotion qui m'avait étreinte lorsque, pour la première fois de ma vie, seule dans l'isolement, j'ai tracé une croix sur un bulletin de vote. A vrai dire, tout au cours de ma vie, l'électrice que je suis a toujours voté habillée par le caractère unique et sacré de ce geste. C'est peu dire que, dans la culture démocratique qui est nôtre, je suis scandalisée, au sens fort du terme, par ceux qui annoncent ce slogan éculé: «Elections, piège à cons».

L'acte de voter est devenu, au fil des ruptures des institutions traditionnelles, d'autant plus important que, pour un nombre sans cesse croissant de gens, c'est un des seuls gestes qui les rattachent encore à une institution. En effet, plusieurs se refusent par exemple au mariage, qui demeure, n'en déplaise à ceux qui s'en moquent, une reconnaissance institutionnelle d'une décision privée, c'est-à-dire un besoin de s'affirmer également comme membre de la collectivité. Par ailleurs, de plus en plus de gens n'ont plus de liens institutionnels dans le travail, vivant ce nouveau contexte de l'illusion progressiste que serait la mondialisation, où la précarité de l'emploi s'impose. Finie l'appartenance à une culture d'entreprise. On est pigiste ou employé temporaire et l'on vend sa compétence à qui veut l'acheter. Renvoyé à sa solitude, on travaille pour soi, sans connaître cette satisfaction de vivre en connivence avec ses pairs au sein d'une entreprise. Ce travail en solitaire, dans l'insécurité, est en particulier le lot de nombreux jeunes à qui il serait difficile de reprocher ensuite d'être égoïstes et de ne penser qu'à eux.

Par ailleurs, la grande majorité des Québécois qui se déclarent catholiques dans les sondages ne ressentent plus cette appartenance à l'Église en tant qu'institution. Dans le passé, cela créait un sentiment d'identification d'autant plus important qu'il avait un caractère universel. Partout sur la terre où existait une Église, nous pouvions retrouver, par-delà les différences de races, de cultures et de continents, des gens avec lesquels nous partagions des valeurs communes et des repères. De plus, l'éclatement des associations étudiantes permet peu aux jeunes de parler à voix basse ou d'éprouver ce sentiment grisant et nécessaire de vivre des événements le cœur battant à l'unisson. Les groupes d'intérêts et les lobbies ne pourront jamais remplacer les institutions qui incarnent les solidarités sociales. Alors, quand peut-on vivre avec la conscience d'être membre du corps social et avoir le sentiment aigü d'influer le cours des choses sinon dans ce geste unique de voter qui permet de détenir le pouvoir d'orienter la société qui nous contient?

De nos jours, il existe peu de lieux aussi symboliques que les bureaux de scrutin. D'ailleurs, il est frappant de constater l'atmosphère de gravité qui existe dans ces bureaux. Les gens parlent à voix basse ou demeurent silencieux. Rares sont ceux qui rigolent ou n'adoptent pas le comportement qu'exige cet exercice. Tout dans leur attitude témoigne du sérieux qui les habite, ce qui prouve bien qu'en dépit de tous les propos cyniques et dérisoires entendus au cours de la campagne électorale, les électeurs vivent ce moment en tant que citoyens au sens le plus noble du terme.

Dans le système démocratique qui présuppose une diversité de partis et de points de vue, et particulièrement chez nous où les élections se vivent à l'intérieur des contraintes d'une des législations les plus strictes en matière de dépenses électorales, le vote est l'expression sans conteste de la volonté populaire. C'est le peuple qui parle, mais aussi chacun des citoyens. Voilà pourquoi ni les gagnants ni les perdants ne peuvent agir en mauvais gagnants ou en mauvais perdants. On se rappellera avec tristesse le chef du clan du NON Claude Ryan le soir de la victoire du NON au référendum de 1980 et le premier ministre Jacques Parizeau la nuit de la défaite du OUI en 1995.

Voter est en quelque sorte un acte fondateur de la citoyenneté et cela explique qu'il soit réservé, non pas à tous les adultes qui habitent le territoire, mais uniquement à ceux qui y sont nés ou qui ont choisi sciemment d'en faire leur pays.

Dans notre système politique, l'espace de liberté comprend aussi le droit de refuser de voter, alors que dans d'autres pays démocratiques le vote est obligatoire. On peut se désoler de ce refus de participer au processus, mais on doit s'incliner devant la décision de ceux qui s'abstiennent de faire le geste soit pour marquer leur désaccord, soit par indifférence ou même par mépris. Mais on ne peut s'empêcher de penser qu'on retrouve parmi ces gens un nombre très élevé de gentlemen perpétuels, de chantres de la désespérance sociale, de cyniques prosélytes. Or la démocratie, c'est aussi reconnaître le droit à la non-participation. Cela est dérangeant, certes, mais cela est fondamental. Heureusement, aux yeux de la très grande majorité, le vote revêt un caractère sacré et ceux qui ont la tentation de le banaliser ou d'atténuer ou d'affaiblir son sens sont ceux-là mêmes qui usent de la démocratie sans vergogne.

Lundi, les bureaux de scrutin seront des lieux où triomphera la volonté populaire. Aux yeux de plusieurs perdants, le peuple se trompera, mais l'exercice démocratique est aussi de reconnaître au peuple la légitimité de se tromper.

denbombardier@videotron.ca

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 800 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courrier ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairendre Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzéault et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zématis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et de la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Monon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# PORTRAIT



GILLES BOUTIN

## L'homme qui parlait aux aurores boréales

### Gilles Boutin est un des rares Québécois passionnés de photographie à s'adonner à la chasse aux spectres lumineux

Le jour, il est policier, mais la nuit, Gilles Boutin se transforme en chasseur infatigable. Guidé par des indices venus du Soleil, il peut même faire cinq à six heures de route pour se rendre sur ses territoires de chasse privilégiés. Les yeux rivés au ciel, ses appareils photo en main, il cherche alors des proies gigantesques qui peuvent flotter à des centaines de kilomètres d'altitude. Ses trophées se résument pourtant, aux yeux des profanes, à des clichés de vastes spectres lumineux dansant en silence: les aurores boréales.

ALEXANDRE SHIELDS

Ces spectres multicolores, à la fois simples et grandioses, changeant à chaque instant, l'ont séduit dès le premier regard. «Avant septembre 2002, je ne savais même pas ce que c'était, mais lorsque j'ai vu mes premières aurores boréales, j'ai été immédiatement conquis. C'était tellement beau que je n'y croyais pratiquement pas», se souvient-il. Il est d'ailleurs un des rares Québécois passionnés de la photographie à s'adonner à cette chasse pour le moins originale.

L'idée de saisir un instantané de ces spectres lumineux animés lui est venue tout naturellement. «Dès que j'ai vu mes premières aurores boréales, j'ai immédiatement eu envie de comprendre comment les prendre en photo, dit-il. J'ai donc fait des recherches pour voir et comprendre ce que les photographes d'aurores boréales en Alaska et dans les pays scandinaves faisaient comme photographies. J'ai étudié tout seul le temps de pose, les types d'appareils utilisés, etc. Ça m'a pris des mois pour maîtriser la technique.»

S'il avoue que «la technique est assez simple», le photographe ajoute qu'il faut tout de même s'ajuster au «tempérament» de l'aurore. «Quand l'aurore est très tranquille, il faut régler un temps d'exposition plus long que lorsqu'elle est très excitée et très lumineuse. Et si on expose trop longtemps, on va perdre les détails du mouvement.» Selon lui, le tout est en fait une question d'essais et d'erreurs. «Il faut aussi choisir une lentille qui permettra de capturer la plus grande part possible de l'aurore», qui peut parfois occuper une vaste zone dans le ciel.

#### Poussières solaires

Avant même de fixer sur pellicule cette mystérieuse manifestation naturelle, Gilles Boutin découvre que chaque aurore boréale — aurore polaire, de son véritable nom — provient, en fait, de l'espace. Car, comme plusieurs, il croyait alors, à tort, que le phénomène était dû au reflet de la lumière du Soleil sur les glaciers. Si elles sont bel et bien le résultat de l'action solaire, les aurores tirent toutefois leur origine à 150 millions de kilomètres de la Terre. Leur formation est en effet due à l'arrivée dans la très haute atmosphère de particules énergétiques chargées d'électricité, projetées dans l'espace par le

Soleil, principalement lors des éruptions solaires.

Ces particules entrent en collision avec les atomes et les molécules de la très haute atmosphère et les excitent, en provoquant une émission lumineuse caractéristique de chaque élément rencontré. Leur couleur est blanche, en général, mais elles ont parfois des teintes assez vives: verdâtres, jaune verdâtre ou encore rouges. Elles prennent aussi différentes formes, qui vont de longues traînées imprégnées d'un mouvement continu à des arcs traçant un demi-cercle très net dans le ciel. Et ces voiles lumineux peuvent se manifester entre 80 et 1000 kilomètres d'altitude.

Si on associe surtout le phénomène aux régions nordiques, c'est que les particules solaires qui atteignent la Terre sont attirées par les pôles magnétiques. Les aurores se produisent principalement dans les régions près de ces pôles. Les aurores polaires sont donc appelées «boréales» dans l'hémisphère Nord et «australes» dans l'hémisphère Sud.

#### Le bandit de nuit

Celui qui s'autoproclame «bandit de nuit» précise néanmoins qu'on a tort de croire que les aurores ne sont bien visibles que sous les hautes latitudes. «Au centre du Québec, on voit beaucoup plus de couleurs différentes que dans le nord», souligne Gilles Boutin. On peut facilement voir des teintes de vert, de rouge et de bleu. La couleur bleue est visible seulement en très haute altitude. En Alaska, on voit presque uniquement du vert parce qu'on se trouve pour ainsi dire à la base de l'aurore boréale.»

Pour saisir ses proies au vol, le photographe a évidemment dû apprivoiser les sites de météo spatiale afin de s'assurer de ne pas manquer les «alertes aux aurores». «Par exemple, lorsqu'il y a une éruption ou un sursaut solaire, on peut compter deux à trois jours avant que les particules propulsées dans l'espace arrivent à la Terre», explique-t-il. Et, chose certaine, la moindre pollution lumineuse nuit à l'observation des aurores, dont la luminosité équivaut le plus souvent à celle d'une simple étoile.

«S'il se prépare une alerte aux aurores, je peux faire cinq, six ou sept heures de route pour la trouver et bien la capturer. Et si je trouve une belle aurore boréale, je lui parle. Je lui dis «je t'ai trouvée, je t'ai

attrapée et je t'ai photographiée», mais amicalement, parce que toutes ces photos sont uniques.»

Gilles Boutin a justement eu l'occasion d'en saluer une myriade à Salluit, au Nunavik, où il a eu droit à sa partie de chasse «la plus marquante», en octobre dernier. Il décrit d'ailleurs la région comme un véritable eldorado où les aurores boréales sont des plus lumineuses, très actives, et donnent souvent l'impression d'occuper toute la voûte céleste. Il en a rapporté une importante série de clichés, le fruit de cinq nuits de chasse, qu'on peut voir sur son site internet ([www.banditdenuit.com](http://www.banditdenuit.com)), qui reçoit 250 visites par jour.

#### L'arsaniit

Invité par la commission scolaire Kativik, il a profité de son passage pour donner une quinzaine de conférences aux Inuits afin de leur expliquer le phénomène. M. Boutin était d'ailleurs craintif à l'idée de «vulgariser» la chose parce que l'aurore boréale — que les Inuits appellent *arsaniit* — occupe une place de choix dans les légendes de ce peuple. Le mot *arsaniit* proviendrait en effet du nom d'un jeune inuit qui, devenu orphelin, s'est envolé un soir vers le ciel pour aller rejoindre les aurores boréales, se transformant lui-même en spectre lumineux. Et dans l'imaginaire collectif des Inuits, les aurores ont longtemps éveillé des craintes puisqu'ils y voyaient une manifestation de la colère des dieux. Ils faisaient donc du bruit pour tenter de les chasser du ciel.

«Les parents de certains jeunes étaient inquiets de savoir qu'un Blanc venait leur montrer quelque chose qu'ils ne connaissaient pas, se souvient-il. J'avais peur parce que les mythes et légendes sont très présents là-bas, mais finalement, tout s'est bien passé.» Il prévoit d'ailleurs deux autres voyages au Nunavik au cours de la prochaine année.

Et entre les expositions de ses photos et les dizaines de conférences où il partage volontiers sa passion, Gilles Boutin rêve aussi de publier un livre où il reproduirait le fruit de ses plus belles prises. «Je le ferais bénévolement, juste pour que tout le monde puisse voir ces images, car, en plus d'être magnifiques, elles sont uniques, elles sont différentes à chaque seconde», lance-t-il spontanément.

Ce «bandit de nuit» nouveau genre n'entrevoit pas le jour où il détournera les yeux du ciel. «On m'a déjà demandé: «Quand beaucoup de gens sauront faire des photos d'aurores boréales, qu'est-ce que vous allez faire?» Eh bien, je vais arrêter et je vais trouver autre chose de non routinier à faire. Mais quand je regarde autour de moi, je ne vois pas de maniaque des aurores boréales comme moi, c'est tellement hors normes. Donc, je vais devoir faire ça encore longtemps», lance-t-il en riant.



MESSIEURS DAME À TABLE!

15 JOURS

à 15% de réduction sur toutes nos collections de salle à manger

Cette offre se termine le 31 mars 2007



Potlino MAISON DE MEUBLES